

Cote du document: EB 2014/111/R.10/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 6
Date: 9 avril 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet dons au secteur privé en faveur de ICF Macro, Inc.: soutien technique pour des évaluations d'impact ex post

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Alessandra Garbero
Économètre
Division des statistiques et des études
au service du développement
téléphone: +39 06 5459 2458
courriel: a.garbero@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent onzième session
Rome, 8-9 avril 2014

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet dons au secteur privé, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet dons au secteur privé en faveur de ICF Macro, Inc.: soutien technique pour des évaluations d'impact ex post

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don à l'entité du secteur privé **ICF Macro, Inc.**, d'un montant de 500 000 USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui à l'entité du secteur privé **ICF Macro, Inc.**
2. Le document de conception relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport: **ICF Macro, Inc. – soutien technique pour des évaluations d'impact ex post.**
3. Les objectifs et la teneur de ce don sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la Politique révisée du FIDA en matière de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la politique du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes, ainsi que des politiques et des institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. La politique a pour objectif d'obtenir les résultats suivants: i) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; ii) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres menées par ce groupe cible ou en son nom; iii) renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'aide aux ruraux pauvres; et iv) promotion, auprès des parties prenantes au sein des régions et de l'une à l'autre, de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information au sujet des questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.
6. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux résultats escomptés de cette politique, dans la mesure où: i) il cible les capacités des institutions partenaires utiles aux pauvres; et ii) il s'inscrit dans le droit fil des priorités institutionnelles, sur la base des résultats de la gestion institutionnelle (meilleure gestion des programmes de pays, meilleure conception des projets, meilleur appui à l'exécution, et accroissement de l'engagement et des partenariats à l'échelle internationale). De plus, le programme est en harmonie avec le Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015, le Plan à moyen terme 2010-2012 et la stratégie de la Division des statistiques et des études au service du développement.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer le Programme de soutien technique pour des évaluations d'impact ex post, accordera un don ne dépassant pas cinq cent mille dollars des États-Unis (500 000 USD) à ICF Macro, Inc. à l'appui d'un programme de 12 mois. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

ICF Macro, Inc.: soutien technique pour des évaluations d'impact ex post

I. Contexte

1. Le FIDA a pour mandat d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu rural et d'aider la population rurale à se libérer de la pauvreté. Pour la neuvième reconstitution des ressources (FIDA9), le Fonds s'est engagé à faire bénéficier 90 millions de personnes de ses opérations, à libérer 80 millions d'individus de la pauvreté entre 2010 et 2015, et à rendre compte, à l'aide d'indicateurs mesurables, des résultats obtenus¹. Le FIDA s'est également engagé à mener 30 évaluations d'impact² rigoureuses portant sur des projets achevés entre 2010 et 2015, et à présenter, d'ici à la fin 2015, une synthèse des enseignements tirés en ce qui concerne la réduction de la pauvreté et les méthodes d'évaluation d'impact. L'approche retenue pour honorer ces deux engagements est décrite dans le document "Méthodes d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA9" (EB 2012/107/INF.7).
2. ICF Macro Inc. a soumis au FIDA une proposition portant sur cinq évaluations d'impact ex post. Cette proposition consiste à réaliser, sur le budget disponible de 500 000 USD, l'évaluation de l'impact ex post de projets financés par le FIDA; elle décrit en outre la méthode proposée et les possibilités d'adaptation à l'évaluation de l'impact de cinq projets. L'approche globale part d'une base théorique et emploie des méthodes mixtes.
3. ICF a été sélectionné parce que c'est un prestataire qui a plus de 30 ans d'expérience, ayant mené des enquêtes de population – par exemple les enquêtes démographiques et de santé (Demographic and Health Survey [DHS]) – et des évaluations dans plus de 80 pays (dans certains cas, en collaboration avec des partenaires du FIDA, par exemple en Égypte, avec El-Zanaty & Associates). ICF a effectué de nombreuses évaluations d'impact relatives à des opérations de développement et a accumulé, ce faisant, des connaissances sur les moyens d'améliorer les conditions de vie des ruraux pauvres, à des fins d'élaboration de politiques publiques reposant sur des données factuelles. Grâce à cette base de connaissances, ICF est en mesure d'informer les ministères d'exécution quant à leur degré de réalisation de six des huit Objectifs du Millénaire pour le développement (à savoir: éliminer l'extrême pauvreté et la faim; assurer l'éducation primaire pour tous; promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; réduire la mortalité infantile; améliorer la santé maternelle; et combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies). La sélection du prestataire repose sur son savoir-faire, abondamment documenté, et sur l'opinion du FIDA selon laquelle tous les coûts estimés sont raisonnables; en effet, le coefficient de coût pour cinq évaluations dans les pays retenus – 80 300 USD pour les études comportant la collecte de données primaires et 56 830 USD pour les études reposant sur des données secondaires – correspond aux coûts encourus par le FIDA pour des activités similaires.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Cette proposition de don est conforme:
 - a) à la Politique révisée du FIDA en matière de dons, car elle vise à renforcer la capacité des institutions partenaires à fournir un ensemble de services au profit de la population rurale pauvre;

¹ Rapport de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (GC 35/L.4).

² Dont trois à six appliqueront la méthode des essais comparatifs aléatoires dans le cadre d'une initiative distincte mais liée, financée, au travers du guichet 3IE Agriculture Open Window, par le Ministère du développement international du Royaume-Uni et par la Fondation Bill et Melinda Gates.

- b) aux priorités institutionnelles du FIDA, telles que formulées dans les résultats de la gestion institutionnelle (meilleure gestion des programmes de pays, meilleure conception des projets, meilleur appui à l'exécution, et accroissement de l'engagement et des partenariats à l'échelle internationale);
 - c) au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015;
 - d) au Plan à moyen terme du FIDA 2010-2012; et
 - e) à la stratégie de la Division des statistiques et des études au service du développement.
5. Le don servira non seulement à fournir un appui technique à la conception et à la mise en œuvre de cinq évaluations menées par les pays concernés, mais aussi à renforcer les capacités de suivi-évaluation (S&E) au niveau des projets; il permettra en outre d'intégrer les évaluations de projet dans les cadres nationaux de S&E et de les mettre en relation avec des organismes publics tels que les instituts nationaux de statistiques.

III. Le programme proposé

6. L'objectif global du programme de don est d'accroître l'utilisation de données factuelles dans la formulation des politiques et de mieux cerner les mesures qui sont efficaces pour réduire la pauvreté rurale, où et pourquoi elles fonctionnent et dans quelles conditions, en améliorant la capacité d'évaluation des projets pour produire un corpus robuste de données factuelles sur les résultats et l'impact. Dans les cinq pays concernés, un soutien sera fourni aux organismes d'exécution des projets financés par le FIDA et à d'autres parties prenantes concernées, afin de renforcer leurs progrès dans la réduction de la pauvreté, l'autonomisation des femmes et la résilience. Les cinq pays en question sont, dans la région Amérique latine et Caraïbes, la Colombie et le Nicaragua et, dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe, l'Égypte, le Soudan et le Yémen.
7. Le principal objectif du programme est de contribuer au développement de la base globale de connaissances publiques sur l'efficacité des interventions des agences de développement visant à aider les gouvernements des pays bénéficiaires et les parties prenantes concernées à formuler des politiques reposant sur des données factuelles. Plus précisément, ce don permettra de faciliter l'évaluation de l'impact général des projets sur la réduction de la pauvreté absolue et relative dans les pays participants et, grâce aux données factuelles issues des évaluations d'impact, des enseignements seront tirés sur l'efficacité spécifique des différentes opérations menées dans les pays participants. Enfin, le don contribuera à renforcer les capacités d'évaluation d'impact des responsables publics, des institutions locales et des agents locaux chargés de l'évaluation.
8. La population rurale pauvre constitue le groupe cible parce qu'une mesure plus précise de l'impact des actions de développement conduira à une amélioration de la programmation, à une affectation plus efficace des ressources et à un renforcement de l'impact. Un autre groupe cible est le personnel des unités d'exécution et des agences partenaires travaillant sur le S&E. Le don permettra de développer les capacités des organismes et des partenaires d'exécution dans les pays participants afin qu'ils produisent des évaluations d'impact de bonne qualité, qui peuvent être considérées comme des "biens publics généraux" et dont les conclusions peuvent être utilisées dans la planification des politiques nationales.
9. Le programme durera 12 mois et s'articulera en trois phases: i) élaboration; ii) collecte des données et analyse détaillée; et iii) analyse et compte rendu.
10. **Phase d'élaboration.** Pendant la phase d'élaboration, ICF fournira des services d'assistance technique et de contrôle de qualité (AT-CQ) et, en collaboration avec le personnel et les partenaires d'exécution du FIDA dans chacun des cinq pays, il supervisera le processus d'élaboration d'une "théorie du changement"; ensuite, la

conception et le protocole d'évaluation seront mis au point définitivement pour chaque projet. De plus, au cours de la phase d'élaboration, ICF fournira des services d'AT-CQ ciblés pour participer, à des degrés divers, aux activités suivantes:

- étude des documents du FIDA en rapport avec le projet, afin de bien appréhender chaque projet et son groupe cible;
 - discussions avec le personnel du FIDA et les partenaires d'exécution visant à:
a) établir un consensus sur la théorie du changement, les questions d'évaluation, le type de bénéficiaires, les principaux indicateurs et les méthodes de collecte des données à utiliser; et b) définir le périmètre de chaque évaluation en termes de méthode, d'outils, d'échantillonnage, etc.;
 - examen des données de référence du projet (en fonction de leur qualité, ces données pourront être utilisées pour calculer la taille de l'échantillon de l'étude d'impact); et
 - consultations avec le personnel du projet, et conseils quant au bureau d'études à employer (par le projet) pour mener l'étude d'impact.
11. De manière générale, l'activité centrale d'ICF pendant la phase d'élaboration consistera à mettre en place, pour chacun des cinq projets, un cadre méthodologique de bonne qualité et un plan d'exécution de l'évaluation d'impact ex post. La méthodologie (échantillonnage, outils, indicateurs, enquête et guide pour les entretiens) et le plan d'exécution (collecte, gestion et/ou analyse des données) seront adaptés en fonction de chaque projet selon la théorie du changement et la population cible, et finalisés en consultation avec le FIDA.
12. **Phase de collecte des données et d'analyse détaillée.** Pour la collecte des données, ICF propose d'appliquer des méthodes mixtes. ICF travaillera en étroite coordination avec les partenaires d'exécution du FIDA et le personnel des projets pour adapter les méthodes quantitatives et/ou qualitatives ainsi que les outils de collecte des données en fonction de chaque évaluation d'impact, en tenant compte tout particulièrement de la population cible. Dans cette activité générale d'AT-CQ à l'appui des évaluations d'impact ex post, ICF s'appuiera sur ses méthodologies éprouvées en matière de recherche et d'évaluation.
13. **Phase d'analyse et de compte rendu.** Lors de la phase d'analyse, ICF s'attache à étudier attentivement les données en vue de cerner des tendances et des schémas qui pourraient être utiles pour affiner les programmes et cibler des sous-groupes de population spécifiques. ICF utilise des techniques telles que l'analyse par score de propension et la méthode des doubles différences pour évaluer l'impact des projets sur certains résultats recherchés. La taille des échantillons est calculée de façon à offrir une puissance statistique suffisante pour déterminer l'impact des projets et pour analyser l'hétérogénéité des impacts entre producteurs ou autres sous-groupes importants.
14. Compte tenu de cette approche globale et des besoins de chaque projet, les activités ciblées d'AT-CQ d'ICF pendant cette phase comprendront:
- un rapport sur l'analyse, menée par chaque projet, des principales questions d'évaluation et sur les conséquences positives de l'intervention du FIDA sur les conditions de vie de la population ciblée, par référence aux indicateurs clés obligatoires définis par le FIDA;
 - la préparation, par chaque projet, d'un rapport sur l'évaluation d'impact spécifique au projet; et
 - la mise à disposition de données qualitatives et des bases de données des enquêtes.

IV. Produits et avantages escomptés

15. Les travaux financés par ce don aboutiront à la réalisation de cinq études d'évaluation distinctes. Le prestataire fournira les rapports et services suivants (pour chaque évaluation d'impact):
 - a) le rapport d'élaboration décrivant le protocole d'évaluation d'impact, y compris un cadre d'évaluation/de conception détaillée et un plan d'exécution;
 - b) les outils de collecte de données;
 - c) les bases de données contenant les données relatives à l'enquête et les conclusions tirées des études qualitatives;
 - d) les rapports des ateliers de validation;
 - e) les rapports finals d'évaluation, détaillant les conclusions de l'évaluation; et
 - f) trois rapports trimestriels et un rapport final présentant le soutien technique apporté par le prestataire à chaque évaluation d'impact, y compris les enseignements tirés et des exemples de réussite, ainsi que des rapports financiers résumés.
16. **Principaux avantages.** Un aspect important du travail de recherche et d'évaluation mené par ICF est la collaboration avec ses clients en vue de diffuser les résultats de la façon la plus efficace possible et d'une manière qui conduise à améliorer les programmes, et en vue également de développer les capacités des partenaires locaux. Les principaux avantages seront générés grâce aux mesures suivantes:
 - a) communication aux agents d'exécution des programmes d'informations précises et pratiques qu'ils peuvent utiliser pour améliorer les programmes existants;
 - b) fourniture d'informations aux organismes publics pour les aider à formuler leurs politiques et à concevoir leurs programmes; et
 - c) diffusion, dans les milieux de la recherche, de rapports, documents et bases de données.
17. La Division des statistiques et des études au service du développement compilera les travaux collaboratifs menés grâce à ce don ainsi que les conclusions et recommandations résultant des évaluations d'impact, et les diffusera auprès des organismes de développement, des institutions publiques et d'autres parties prenantes. Cela permettra aux pays et aux partenaires du FIDA de renforcer leurs capacités eu égard aux méthodes d'évaluation d'impact.

V. Modalités d'exécution

18. Le bénéficiaire soumettra les rapports d'élaboration et la description détaillée du soutien technique apporté aux évaluations d'impact ex post conformément au budget et au plan de financement figurant au paragraphe 28. Le délai proposé pour chaque évaluation d'impact est d'environ 12 mois à compter de la date d'approbation du don. ICF a préparé cette proposition sur la base d'une facturation au temps passé.
19. Le soutien technique sera adapté en fonction des besoins de chaque pays; ICF mettra en œuvre son savoir-faire en matière de conception des évaluations d'impact, de gestion opérationnelle des enquêtes, de traitement et d'analyse des données, de comptes rendus d'évaluation, de dialogue avec les parties prenantes et de gestion des savoirs.
20. ICF utilise les mêmes procédures comptables et financières pour tous les projets; celles-ci font l'objet d'un audit par le commissaire aux comptes d'ICF, Grant Thornton. Les dépenses au titre des projets sont enregistrées chaque mois par le

système Deltek Costpoint System d'ICF, sur la base des feuilles de présence et des factures des fournisseurs, qui sont répertoriées sous un numéro unique.

21. Le don sera décaissé en deux tranches. Conjointement à ses états financiers vérifiés, ICF soumettra au FIDA un rapport d'audit final comprenant l'opinion de son commissaire aux comptes sur l'état final des dépenses, détaillant les dépenses encourues au titre du don du FIDA.
22. ICF a mené, dans plus de 80 pays, des enquêtes de population dans des domaines tels que la santé, la sécurité alimentaire, les médias et le monde du travail. De ce fait, il a noué de nombreux partenariats avec des organisations locales de recherche, des organismes gouvernementaux, des ONG et des consultants. Si ICF fournit généralement son appui à la conception, l'analyse et la gestion globale des projets, c'est le rôle des entités locales de mettre en œuvre les enquêtes et les protocoles d'évaluation.
23. ICF échelonnera ses versements aux partenaires locaux de façon à s'assurer que les décaissements sont suivis de résultats. En outre, une communication et des retours d'information réguliers sont essentiels et seront intégrés au plan de travail.
24. Pour surveiller les progrès, ICF appliquera aux évaluations d'impact ex post un système complet de S&E pendant la phase d'élaboration; ICF, le FIDA et les partenaires locaux seront ainsi en contact permanent et disposeront d'un mécanisme de retour immédiat.
25. Pour élaborer le système complet de S&E du programme, ICF s'appuiera sur les directives du FIDA en la matière³. Celles-ci reposent sur les quatre éléments clés de la gestion orientée vers l'impact:
 - a) orienter la stratégie de projet vers l'impact sur la pauvreté;
 - b) créer un environnement d'apprentissage;
 - c) assurer l'efficacité des opérations; et
 - d) élaborer et utiliser le système complet de S&E.
26. ICF veillera à ce que la totalité de la période de mise en œuvre du programme soit couverte par un audit interne et externe. Les comptes institutionnels d'ICF seront vérifiés, conformément aux Normes internationales d'audit, par des auditeurs indépendants ayant l'agrément du Fonds. Les principes comptables et les pratiques d'information suivis par ICF pour établir ses états financiers seront conformes aux Normes internationales d'information financière, avec des rapports distincts sur l'utilisation des ressources.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

27. Le coût global du programme se monte à 620 000 USD. La contribution totale du FIDA est de 500 000 USD. Au total, la contribution en nature de l'ICF s'élève à 120 000 USD.
28. Le budget proposé pour chaque projet sera compris entre 56 830 USD et 80 300 USD (selon que l'enquête nécessite la collecte de données primaires ou utilise des données secondaires). Le budget part de l'hypothèse que chaque pays recevra environ 90 jours-personne d'appui technique. Le FIDA accordera un financement de 500 000 USD. Le bénéficiaire, quant à lui, octroiera, en nature, un montant maximum de 120 000 USD. La contribution du bénéficiaire couvrira les salaires du personnel en place au siège et les dépenses y relatives encourues au titre du pilotage et de la supervision du programme, soit: 20 000 USD pour les travaux préparatoires du programme et 100 000 USD pour les cadres supérieurs, au siège, chargés des fonctions relatives au traitement des données, à l'analyse, à

³ I. Guijt et J. Woodhill, 2002, Pour une gestion orientée vers l'impact: guide pratique de S&E des projets de développement rural, FIDA.

la supervision et à la rédaction (cinq mois). Les salaires et les dépenses financés par le FIDA correspondent aux salaires du personnel et/ou des consultants menant des travaux d'évaluation de pays et directement affectés à cette opération. Le budget global se présente comme suit.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>ICF</i>
Salaires (y compris sous-traitants)	321 026	120 000
Frais de voyage	103 260	
Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	25 000	
Formation/renforcement des capacités	13 678	
Dépenses d'administration/frais généraux	37 036	
Total	500 000	120 000

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To increase the availability of evidence in policy making and to understand what works, where, why and under what conditions in agricultural development and rural poverty reduction.	Increased evidence-base, in the form of 5 policy-friendly briefs prepared on the results and policy implication of the 5 impact evaluations	5 policy-friendly briefs prepared	Policy briefs based on evidence
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> To contribute in the development of the global public knowledge of the effectiveness of development agencies' interventions in developing countries which will inform government and relevant stakeholders in generating evidence-based policies. To contribute to assess the general impact in the participating countries towards reducing absolute and relative poverty and the evidence gathered through the impact evaluations will provide lessons that are specific to the effectiveness of the interventions put in place in the participating countries. To contribute to build impact evaluation capacity of Government officials, local institutions and local evaluation practitioners. 	<p>Number of evidence-based knowledge products for each impact evaluation (i.e. policy briefs)</p> <p>Number of knowledge products on lessons learned on impact of specific interventions</p> <p>Number of learning events/workshops on results and findings of the impact evaluations</p>	<p>Evidence-based knowledge products prepared and disseminated</p> <p>Knowledge products on lessons learned prepared and disseminated</p> <p>Learning events/workshops on results organized</p>	<p>IFAD Country Office, Implementing Agencies, and all relevant stakeholders, effectively collaborate</p> <p>Baseline data and/or other secondary data available</p> <p>Appropriate local service providers identified and available (i.e. for data collection)</p>
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> An inception report describing the impact evaluation protocol, including a detailed evaluation framework/design and implementation plan. This should include relevant evaluation questions for specific target groups. Data collection tools Databases containing the survey data and findings from the qualitative studies. Validation workshop reports Evaluation reports, detailing the findings of the evaluation. 3 quarterly reports and 1 final report that detail the recipient's technical support to each impact evaluation including lessons learned and success stories. 	<p>5 inception report produced</p> <p>5 evaluation reports produced</p> <p>5 validation workshops conducted</p> <p>3 quarterly reports produced</p> <p>1 final summary report produced</p> <p>2-5 data collection tools produced</p> <p>1 databases containing the survey data and findings from the qualitative studies</p>	Reports produced and disseminated	Appropriate comparison groups are identified
Key Activities	<ol style="list-style-type: none"> Inception phase Data collection and detailed analysis phase Analysis and reporting phase 	5 inception reports produced	Reports produced and disseminated	